



CHAPITRE 55

Loi des vues animées

SECTION I

DU BUREAU DE CENSURE DU CINÉMA

Interpré-
tion:

«Bu-
reau » ;

« inspec-
teur ».

1. Dans la présente loi et dans les règlements adoptés sous son empire,

a) le mot « Bureau » désigne l'organisme prévu à l'article 2;

b) le mot « inspecteur » désigne tout inspecteur nommé en vertu de l'article 7. S. R. 1925, c. 174, a. 12a (*partie*) ; 2 Geo. VI, c. 77, a. 4; procl. du 7 novembre 1945 (G. O., 1945, p. 2147).

Bureau
de censu-
re du ci-
néma.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes appelées « censeurs » pour constituer un organisme de surveillance et de censure du cinéma, désigné sous le nom de « Bureau de censure du cinéma ». S. R. 1925, c. 174, a. 6; 2 Geo. VI, c. 77, a. 1; procl. du 7 novembre 1945 (G. O., 1945, p. 2147).

Incompa-
tibilité.

3. Aucun censeur ne doit occuper une charge ou exercer un emploi qui serait incompatible avec l'accomplissement de ses devoirs, et ne peut directement ou indirectement:

1° Avoir quelque intérêt dans une affaire ou entreprise ayant pour objet l'exhibition de vues animées au moyen de cinématographes, de machines de vues animées ou autres choses semblables;

2° Posséder, acquérir ou avoir un intérêt dans quelque action, ou part, ou quelque bon, obligation, ou autre valeur, ou quelque titre de créance, émis par une per-

CHAPTER 55

Moving Pictures Act

DIVISION I

BOARD OF CINEMA CENSORS

1. In this act and the regulations adopted thereunder:

Interpre-
tation:

(a) The word "Board" means the organization contemplated in section 2;

(b) The word "Inspector" means any inspector appointed under section 7. R. S. 1925, c. 174, s. 12a (*part*); 2 Geo. VI, c. 77, s. 4; Procl. of November the 7th, 1945 (O. G., 1945, p. 2147).

"Inspect-
tor".

2. The Lieutenant-Governor in Council may appoint persons called "censors" to constitute an organization for the supervising and censoring of moving pictures under the name of "Board of Cinema Censors". R. S. 1925, c. 174, s. 6; 2 Geo. VI, c. 77, s. 1; Procl. of November the 7th, 1945 (O. G., 1945, p. 2147).

Board of
Cinema
Censors.

3. No censor shall hold any office or carry on any employment inconsistent with the performance of his duties, nor shall he directly or indirectly,—

Disabili-
ties.

(1) Have any interest in any business or undertaking having for its object the exhibition of moving pictures by means of cinematographs, moving-picture machines or other similar means;

(2) Hold, acquire, or be interested in any stock or share, or any bond, debenture, or other security or evidence of indebtedness, issued by any person, part-

sonne, une société, une compagnie ou corporation faisant ce genre d'affaires ou y ayant un intérêt;

3° Avoir quelque intérêt dans aucun appareil, invention, machine, procédé ou article brevetés, ou dans aucune partie de ces objets, qui pourrait servir aux fins de cette industrie, et qui ne serait pas utile aux fins d'aucune autre entreprise commerciale.

Aliénation
de cer-
tains
biens.

Si l'un de ces objets ou quelque intérêt dans ces objets est la propriété d'un censeur quand il est nommé à sa fonction, ou si, par la suite et pendant qu'il occupe cette charge, il en fait l'acquisition par succession ou par testament, il doit, dans les six mois après cette nomination ou après l'acquisition, suivant le cas, aliéner cet objet ou l'intérêt qu'il peut y avoir. S. R. 1941, c. 55, a. 11; 2 Geo. VI, c. 77, a. 2; procl. du 7 novembre 1945 (G. O., 1945, p. 2147).

Fonctions,
etc.

4. Les fonctions, devoirs et traitements des censeurs sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 174, a. 7; 2 Geo. VI, c. 77, a. 1; procl. du 7 novembre 1945 (G. O., 1945, p. 2147).

Endroit
des
séances et
quorum.

5. Les censeurs siègent dans la ville de Montréal, à l'endroit désigné par le secrétaire de la province. Leur quorum est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 174, a. 8; 2 Geo. VI, c. 77, a. 1; procl. du 7 novembre 1945 (G. O., 1945, p. 2147); A. C. No 2374 du 16 décembre 1964 (G. O., 1965, p. 2980).

Règles de
procédu-
res.

6. Le Bureau devra, dans les soixante jours qui suivront la nomination de ses membres, préparer des règles concernant sa procédure et l'époque de ses séances en autant qu'elles ne seront pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi et les transmettre au secrétaire de la province. Ces règles entreront en vigueur après avoir été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil et publiées dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 55, a. 22.

Employés
nécessai-
res.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, pour l'exécution de la présente loi, les secrétaires, inspecteurs,

nership, company or corporation carrying on or interested in such business;

(3) Have any interest in any device, appliance, machine, patented process or article, or in any part thereof, which may be used for the purposes of such business and which would not be useful for the purposes of any other business.

If any such thing, or any interest therein, is the property of any such censor when he is appointed to his office, or if, thereafter and while he holds such office, he acquires the same by succession or by will, he shall, within six months after such appointment or subsequent acquisition, as the case may be, alienate the same or his interest therein. R. S. 1941, c. 55, s. 11; 2 Geo. VI, c. 77, s. 2; Procl. dated November the 7th, 1945 (O. G., 1945, p. 2147).

Disposal
of certain
property.

4. The functions, duties and remuneration of the censors shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 174, s. 7; 2 Geo. VI, c. 77, s. 1; Procl. dated November the 7th, 1945 (O. G., 1945, p. 2147).

Func-
tions,
etc.

5. The censors shall sit in the city of Montreal at the place designated by the Provincial Secretary. Their quorum shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 174, s. 8; 2 Geo. VI, c. 77, s. 1; Procl. dated November the 7th, 1945 (O. G., 1945, p. 2147); O. C. No. 2374 dated December the 16th, 1964 (O. G., 1965, p. 2980).

Sittings
and
quorum.

6. The Board shall, within sixty days after the appointment of its members, prepare rules regulating its procedure and the times of its sittings in so far as not inconsistent with this act, and forward the same to the Provincial Secretary. Such rules shall come into force after having been approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 55, s. 22.

Rules of
procedure.

7. The Lieutenant-Governor in Council may also appoint, for the carrying out of this act, such secretaries, inspectors,

Necessary
employ-
ees.

officiers, commis et autres employés qu'il croit nécessaires. Il définit leurs devoirs et attributions et fixe leur traitement. S. R. 1925, c. 174, a. 9; 2 Geo. VI, c. 77, c. 1; procl. du 7 novembre 1945 (G. O., 1945, p. 2147).

officers, clerks and other employees as he may deem necessary. He defines their duties and attributions and fixes their remuneration. R. S. 1925, c. 174, s. 9; 2 Geo. VI, c. 77, s. 1; Procl. dated November the 7th, 1945 (O. G., 1945, p. 2147).

Remplacement
du secrétaire.

8. Dans le cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire du Bureau, le secrétaire de la province peut lui nommer temporairement un remplaçant. S. R. 1925, c. 174, a. 12; 2 Geo. VI, c. 77, a. 1; procl. du 7 novembre 1945 (G. O., 1945, p. 2147); A. C. No 2374 du 16 décembre 1964 (G. O., 1965, p. 2980).

8. In the case of the absence or inability to act of the secretary of the Board, the Provincial Secretary may appoint a substitute for him temporarily. R. S. 1925, c. 174, s. 12; 2 Geo. VI, c. 77, s. 1; Procl. dated November the 7th, 1945 (O. G., 1945, p. 2147); O. C. No. 2374 dated December the 16th, 1964 (O. G., 1965, p. 2980).

Devoirs.

9. 1. Il est du devoir du secrétaire:

a) D'assister à toutes les séances du Bureau;

b) De tenir un registre de toutes les procédures faites devant le Bureau en vertu de la présente loi;

c) D'avoir la garde et le soin de tous les dossiers et documents du Bureau;

d) D'observer tous les règlements qui peuvent être faits et les instructions qui peuvent être données par le Bureau touchant ses devoirs ou sa charge;

e) De faire signer par le président, sceller du sceau officiel du Bureau et déposer dans ses filières chaque ordonnance et règlement du Bureau rédigé conformément à ses instructions.

9. (1) It shall be the duty of the secretary of the Board:

(a) To attend all sessions of the Board;

(b) To keep a record of all proceedings conducted before the Board under this act;

(c) To have the custody and care of all records and documents of the Board;

(d) To obey all rules and directions which may be made or given by the Board touching his duties or office;

(e) To have every order and rule of the Board drawn pursuant to the direction of the Board, signed by the president, sealed with the official seal of the Board, and filed in his office.

Registres.

2. Le secrétaire du Bureau doit tenir des registres convenables, dans lesquels il entre une vraie copie de chaque ordonnance et règlement ainsi que tout autre document que le Bureau ordonne d'y entrer, et cette entrée constitue et est l'original de cette ordonnance ou de ce règlement.

(2) The secretary of the Board shall keep suitable books of record, in which he shall enter a true copy of every such order and rule, and every other document which the Board shall order to be entered therein, and such entry shall constitute and be the original record of any such order or rule.

Copies.

3. À la demande de toute personne, et sur paiement des honoraires que le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire, le secrétaire du Bureau doit délivrer à celui qui en fait la demande une copie certifiée de telle ordonnance, tel règlement ou autre document. S. R. 1941, c. 55, a. 13.

(3) Upon application of any person, and on payment of such fees as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe, the secretary of the Board shall deliver to such applicant a certified copy of any such order, rule or other document. R. S. 1941, c. 55, s. 13.

Devoirs
du
Bureau.

10. Il est du devoir du Bureau d'examiner tous films ou autres appareils de ce genre, que l'on se propose d'employer

10. It shall be the duty of the Board to examine any films or other like devices which it is proposed to use in the Province

dans la province, pour les exhibitions de vues animées au moyen de cinématographes, machines de vues animées ou autres moyens semblables, et d'accorder ou de refuser l'autorisation d'en faire usage, après avoir entendu celui qui en fait la demande. S. R. 1941, c. 55, a. 15.

for the purposes of exhibitions of moving pictures by means of a cinematograph, moving-picture machine or other like means, and, after hearing the applicant, to permit or refuse to permit the same to be used therein. R. S. 1941, c. 55, s. 15.

Droits payables.

11. Avant que le Bureau puisse examiner les films ou appareils qui lui sont soumis pour approbation, la personne soumettant ces films ou appareils doit produire un reçu établissant qu'elle a payé au percepteur du revenu de la province pour le district de Montréal, sur chaque film ou appareil tel que défini par les règlements, les droits fixés par les règlements.

11. Before the Board may examine any film or device submitted to it for approval, the person presenting such film or device must produce a receipt showing that he has paid to the collector of provincial revenue for the district of Montreal, for each film or device as defined in the rules, the fees fixed by the regulations. Fees.

Dispositions applicables.

Les dispositions des articles 29, 30, 32, 33 et 34 de la Loi du ministère du revenu (chap. 66) sont applicables aux droits perçus en vertu de la présente loi. S. R. 1941, c. 55, a. 18; 13 Geo. VI, c. 25, a. 2.

The provisions of sections 29, 30, 32, 33 and 34 of the Revenue Department Act (Chap. 66) shall apply to the fees collected under this act. R. S. 1941, c. 55, s. 18; 13 Geo. VI, c. 25, s. 2. Provisions applicable.

Mention de l'autorisation.

12. Lorsque le Bureau accorde l'autorisation de se servir de ces films ou appareils, il doit faire apparaître cette autorisation sur ces films ou appareils en les manière et forme prescrites par les règlements adoptés conformément à la présente loi. S. R. 1941, c. 55, a. 17.

12. Whenever the Board grants authorization for any such film or device to be used, it shall cause such authorization to be indicated thereon in the manner and form provided by the rules adopted in accordance with this act. R. S. 1941, c. 55, s. 17. Notification of authorization.

Films non approuvés.

13. Toute personne se servant d'un film ou appareil dans la province, pour des représentations, avant que l'usage en ait été autorisé par le Bureau ou avant que l'on y ait fait apparaître l'autorisation requise, ou avant le paiement du droit requis, le tout tel que susdit, tout propriétaire, ou locataire de tels films ou appareils et toute personne qui aide ou participe à leur usage, sont passibles, pour chaque infraction, en sus des frais, d'une amende de pas moins de cinq cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois.

13. Every person making use of any film or device in the Province for exhibition purposes before the use thereof is permitted by the Board as aforesaid, or before authorization therefor is indicated thereon, or before the payment of the fee as aforesaid, every owner or lessee thereof, and every person aiding or assisting in such use thereof, shall be liable, in addition to the cost, to a fine, for each offence, of not less than five hundred dollars, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for three months. Using unapproved films.

Peine.

Le film ou appareil ainsi utilisé contrairement à la loi doit être confisqué par tout membre de la Sûreté provinciale ou d'un corps municipal ou par tout délégué d'un conseil municipal ou par l'inspecteur, et doit être produit devant le tribunal.

Every film or device so used contrary to law shall be confiscated by any member of the Provincial Police Force or of a municipal police force, or by any person delegated by a municipal council or by the inspector, and shall be produced before the court. Confiscation.

Destruction.

Lors de la sentence condamnant le délinquant, le juge maintient la confiscation, et le greffier du tribunal transmet le film

When sentence is pronounced condemning the offender, the judge shall maintain the confiscation, and the clerk of the court

ou appareil ainsi confisqué au Bureau pour qu'il le détruise sommairement, s'il y a lieu. S. R. 1941, c. 55, a. 19; 9-10 Eliz. II, c. 18, a. 4.

shall send the film or device so confiscated to the Board in order that the latter may summarily destroy it if necessary. R. S. 1941, c. 55, s. 19; 9-10 Eliz. II, c. 18, s. 4.

Autorisation requise. 14. Il est défendu à toute personne faisant le commerce d'échange de films de louer, prêter ou transmettre pour être exhibé dans la province, un film pour lequel l'autorisation prévue par l'article 10 n'a pas été obtenue ou sur lequel n'apparaît pas cette autorisation en la manière et forme prescrites par les règlements.

14. No persons operating a film exchange shall lease, lend or transfer for exhibition in the province, a film the exhibition of which has not been authorized under section 10 or on which such authorization does not appear in the manner and form prescribed by the regulations.

Peine pour infraction. Toute contravention au présent article rend le contrevenant passible des peines édictées par l'article 13, y compris la saisie, la confiscation et la destruction du film en la manière prévue par les deuxième et troisième alinéa du dit article. S. R. 1941, a. 55, a. 19a; 13 Geo. VI, c. 25, a. 3.

Every infraction of this section shall make the offender liable to the penalties enacted by section 13, including the seizure, confiscation and destruction of the film in the manner contemplated by the second and third paragraphs of the said section. R. S. 1941, c. 55, s. 19a; 13 Geo. VI, c. 25, s. 3.

Inspection. 15. Tout membre du Bureau, de la Sûreté provinciale, ou tout membre d'un corps de police municipale désigné par le chef de police, ou tout délégué d'un conseil municipal, ou l'inspecteur, peut, en tout temps, pénétrer dans tout édifice ou endroit où l'on garde de ces films ou appareils pour s'en servir, et peut les examiner afin de s'assurer si on y a inscrit les mots comme susdits, ou si les dits films ou appareils n'ont pas été modifiés depuis l'examen par le Bureau d'une façon qui n'a pas été approuvée par le Bureau; et toute personne qui entrave un membre du Bureau, ou un officier de police, ou le délégué du conseil, ou l'inspecteur, dans l'exécution de ce devoir, est passible de la pénalité édictée par l'article 21.

15. Any member of the Board, of the Provincial Police Force, or any member of a municipal police force designated by the chief of police, or any person delegated by a municipal council, or the inspector, may, at any time, enter any building or place where any such films or devices are kept for use, and may examine the same in order to ascertain whether they have been stamped as aforesaid, or whether such films or devices have, after being examined by the Board, been altered, in a manner not approved by the Board, and any person hindering a member of the Board, a police officer, or the person delegated by the council, or the inspector, in the performance of such duty, shall be liable to the penalty prescribed by section 21.

Modification de films. Toute personne qui, avec l'intention de s'en servir, modifie d'une façon qui n'a pas été approuvée par le Bureau, un film ou appareil déjà approuvé par le Bureau ou qui enlève quelque partie de ce film ou appareil avant de l'avoir soumis au Bureau, est passible, pour chaque infraction, en sus des frais, d'une amende de pas moins de cinq cents dollars, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois. S. R. 1941, c. 55, a. 20.

Every person who, with the intention of using the same, alters in a manner not approved by the Board any film or device approved by the Board, or who removes any part of such film or device before submitting the same to the Board, shall be liable, in addition to the costs, to a fine of not less than five hundred dollars for each offence, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for three months. R. S. 1941, c. 55, s. 20.

Appel. 16. Quand le Bureau refuse l'autorisation de faire l'usage d'un film ou appa-

16. When the Board refuses authority to use a film or device, the party interested

reil, la partie intéressée à l'approbation de ce film ou appareil peut appeler de cette décision au Bureau siégeant en revision.

Cet appel se fait au moyen d'une lettre recommandée adressée au président du Bureau.

À l'époque fixée par le président, il est du devoir du Bureau siégeant en revision d'examiner de nouveau le film ou appareil et de rendre une décision finale sur son acceptation ou son refus.

Droit
addition-
nel.

Avant que le Bureau siégeant en revision puisse examiner l'appel ainsi porté au sujet d'un film ou appareil, la personne portant cet appel doit produire un reçu établissant qu'elle a payé au percepteur du revenu de la province, pour le district de Montréal, sur chaque film ou appareil tel que défini par les règlements, les droits fixés par les règlements, en sus du droit déjà payé pour le premier examen. S. R. 1941, c. 55, a. 16; 13 Geo. VI, c. 25, a. 1.

Films non
réclamés.

17. Tous films ou parties de films non réclamés dans les soixante jours de la date du dépôt qui en est fait entre les mains du Bureau peuvent être détruits par ce dernier. S. R. 1941, c. 55, a. 24.

Règle-
ments.

18. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements compatibles avec la présente loi, pour

a) déterminer le quorum du Bureau siégeant en revision, pour les fins de l'article 16;

b) fixer les droits payables sur l'appel prévu par l'article 16 et pour l'examen des films ou appareils en vertu de l'article 11; et

c) généralement pour l'exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 55, a. 23; 13 Geo. VI, c. 25, a. 4.

SECTION II

DE L'ADMISSION DES ENFANTS AUX EXHIBITIONS DE VUES ANIMÉES

Enfants
non ad-
mis.

19. Il est défendu à toute personne ou à toutes personnes en charge d'une salle où il est donné des spectacles au moyen du cinématographe, et, dans le cas d'une compagnie ou société, à tout gérant ou autre personne en charge de l'établisse-

in obtaining the approval of such film or device may appeal from such decision to the Board sitting in review.

Such appeal shall be taken by means of a registered letter addressed to the chairman of the Board.

At the time fixed by the chairman it shall be the duty of the Board sitting in review to again examine the film or device, and to decide finally as to the acceptance or the refusal thereof.

Before the Board sitting in review may consider the appeal thus taken in regard to a film or device, the person taking such appeal must produce a receipt showing that he has paid to the collector of provincial revenue for the district of Montreal, on each film or device as defined by the regulations, the fees fixed by the regulations, over and above the fee already paid for the first examination. R. S. 1941, c. 55, s. 16; 13 Geo. VI, c. 25, s. 1.

17. Every film or part of a film not claimed within sixty days of the date of the deposit thereof with the Board may be destroyed by the said Board. R. S. 1941, c. 55, s. 24.

18. The Lieutenant-Governor in Council may make rules consistent with this act

(a) to determine the quorum of the Board sitting in review, for the purposes of section 16;

(b) to fix the fees payable on the appeal contemplated in section 16 and for the examination of the films or devices under section 11; and

(c) generally for the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 55, s. 23; 13 Geo. VI, c. 25, s. 4.

DIVISION II

ADMISSION OF CHILDREN TO EXHIBITIONS OF MOVING PICTURES

19. No person or persons in charge of a hall where shows are given by means of a cinematograph, and, in the case of a company or partnership no manager or other person in charge of the establishment, shall receive in any way, at such shows,

ment, de recevoir, de quelque façon, à ces spectacles, des mineurs, âgés de moins de seize ans révolus, qu'ils soient accompagnés ou non.

Excep-
tions. Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas:

a) aux représentations cinématographiques données gratuitement dans une institution d'enseignement, à ses élèves, à leurs parents et à son personnel seulement;

b) aux représentations cinématographiques spéciales pour enfants données avant six heures du soir, gratuitement ou sans bénéfice pécuniaire, dans une salle paroissiale ou autre salle semblable approuvée à cette fin par le Bureau, pourvu qu'on y montre uniquement des films spécialement autorisés par le Bureau pour de telles représentations;

c) aux représentations cinématographiques spéciales pour enfants âgés d'au moins dix ans, données avant six heures du soir dans une salle de cinéma approuvée à cette fin par le Bureau, pourvu qu'on y montre uniquement des films spécialement autorisés par le Bureau pour de telles représentations, en se conformant aux conditions fixées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Salles
exclues. Toute salle mentionnée aux paragraphes b et c qui ne répond pas aux exigences de la loi et des règlements concernant la sécurité dans les édifices publics (chap. 149) ne peut obtenir l'autorisation de présenter des séances cinématographiques pour les enfants.

« bénéfice
pécuniaire ». Dans le présent article, « bénéfice pécuniaire » signifie toute recette excédant la dépense encourue pour location de films, entretien des appareils servant à leur projection et amortissement du prix d'achat de ces appareils. S. R. 1941, c. 55, a. 2 (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 19, a. 1.

Agents de
la paix. 20. Tout agent de la paix autorisé par le chef de police de la municipalité, tout détective ou tout membre de la Sûreté provinciale peut entrer dans une salle de vues animées où il est donné des spectacles au moyen du cinématographe, afin de constater si les prescriptions de la présente section sont observées. S. R. 1941, c. 55, a. 3; 9-10 Eliz. II, c. 18, a. 4.

any child less than sixteen years of age, whether accompanied or not.

The provisions of the preceding paragraph shall not apply: Excep-
tions.

(a) to cinematographic shows given gratuitously in an educational institution to its personnel, its students and their parents only;

(b) to special cinematographic shows for children given before six o'clock in the evening, gratuitously or without pecuniary gain, in a parish hall or other similar hall approved for such purpose by the Board, provided that only films specially authorized by the Board for such shows are shown there;

(c) to special cinematographic shows for children at least ten years of age, given before six o'clock in the evening in a cinema hall approved for such purpose by the Board, provided that only films specially authorized by the Board for such shows are shown there, in conformity with the conditions fixed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Quebec Official Gazette*.

Any hall mentioned in paragraphs b and c that does not meet the requirements of the law and regulations respecting safety in public buildings (Chap. 149) cannot obtain authorization to give cinematographic shows for children. b Hall not
meeting
require-
ments.

In this section, "pecuniary gain" means anything received in excess of the expense incurred for the rental of films, maintenance of the apparatus used to project them, and amortization of the purchase price of such apparatus. R. S. 1941, c. 55, s. 2 (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 19, s. 1.

20. Any peace officer authorized by the chief of police of the municipality, any detective or any member of the Provincial Police Force, may enter any moving-picture hall where shows are given by means of a cinematograph, to ascertain if the provisions of this division are complied with. R. S. 1941, c. 55, s. 3; 9-10 Eliz. II, c. 18, s. 4. Peace
officers.

Peine.

21. Toute contravention aux dispositions de la présente section est punie d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, en sus des frais, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois et, au cas de récidive, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars, en sus des frais, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

Licence annulée.

Le magistrat peut, dans tous les cas, annuler la licence émise en vertu de la section n de la Loi des licences (chap. 79), et donner avis en conséquence au percepteur du revenu qu'il appartient.

Exception.

Dans les poursuites intentées en vertu de la présente section, le défendeur n'est pas sujet aux pénalités y indiquées s'il prouve qu'il a usé de diligence raisonnable pour constater l'âge du mineur avant de le recevoir dans la salle de vues animées, et qu'il a eu raisonnablement lieu de croire que ce mineur n'était pas âgé de moins de seize ans révolus. S. R. 1941, c. 55, a. 4.

21. Every infraction of the provisions of this Division shall be punishable by a fine of not more than fifty dollars, in addition to the costs, and, in default of payment of such fine and costs, by imprisonment of not more than one month, and, in the case of any subsequent offence, by a fine of not less than fifty dollars nor more than one hundred dollars, in addition to the costs, and, in default of payment of such fine and costs, by imprisonment for not more than two months.

The magistrate may in any case cancel the license issued under Division II of the License Act (Chap. 79), and notify the proper collector of provincial revenue accordingly.

In prosecutions taken in virtue of this Division no defendant shall be subject to the penalties prescribed therein if he prove that he used reasonable diligence to ascertain the age of the child before receiving him in the moving-picture hall and had reasonable cause to believe that such child was not less than sixteen years of age. R. S. 1941, c. 55, s. 4.

SECTION III

DES REPRÉSENTATIONS EN PLEIN AIR

Prohibitions.

22. Les représentations cinématographiques en plein air sont prohibées.

Exceptions.

Cependant, le secrétaire de la province peut, aux conditions qu'il détermine, permettre qu'il soit dérogé à cette disposition lorsque la représentation est donnée dans un but religieux, éducatif ou patriotique. S. R. 1941, c. 55, a. 5a; 11 Geo. VI, c. 29, a. 1; A. C. No 2374 du 16 décembre 1964 (G. O., 1965, p. 2980).

Peine pour infraction.

23. Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 22 commet une infraction et est passible d'une amende de cent à cinq cents dollars ou d'un emprisonnement de un mois à trois mois, ou des deux peines à la fois, en outre des frais; à défaut de paiement des frais, et de l'amende dans les cas où elle est imposée, le contrevenant est passible d'un emprisonnement de un mois à deux mois en sus de l'emprisonnement qui a pu lui être imposé comme

DIVISION III

OPEN-AIR PERFORMANCES

22. Cinematographic performances in open air are prohibited.

However, the Provincial Secretary may, upon the conditions he may determine, allow this provision to be derogated from when the performance is given for a religious, educational or patriotic purpose. R. S. 1941, c. 55, s. 5a; 11 Geo. VI, c. 29, s. 1; O. C. No. 2374 dated December the 16th, 1964 (O. G., 1965, p. 2980).

23. Whosoever contravenes the provisions of section 22 shall commit an offence and shall be liable to a fine of one hundred to five hundred dollars or to an imprisonment of from one month to three months or to both at the same time, in addition to the costs; in default of payment of the costs, and of the fine in cases where it is imposed, the offender shall be liable to an imprisonment of one month to two months in addition to the imprisonment

peine principale. S. R. 1941, c. 55, a. 5b;
11 Geo. VI, c. 29, a. 1.

which may have been imposed as the
principal penalty. R. S. 1941, c. 55, s. 5b;
11 Geo. VI, c. 29, s. 1.

SECTION IV

DE LA CENSURE DES AFFICHES

Système
de censu-
re.

Règle-
ments.

Peines.

Honori-
res tri-
ples.

Actes pro-
hibés.

24. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir et d'organiser, sous le contrôle et la direction du Bureau, un système de censure des affiches, panneaux-réclame ou autre mode servant à annoncer une représentation théâtrale ou des vues fixes ou animées; d'adopter des règlements à cette fin; de prescrire les honoraires pour l'examen d'iceux, par le Bureau, et de nommer le personnel nécessaire et de pourvoir à sa rémunération. S. R. 1941, c. 55, a. 25.

25. Toute personne, autre qu'un distributeur visé par l'article 26, qui contrevient aux dispositions des règlements édictés sous l'autorité de l'article 24 commet une infraction à la présente loi et est passible, pour la première infraction, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars et des frais et, pour toute infraction subséquente, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars et des frais; et, dans chaque cas, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de un à deux mois; avec, dans chaque cas, saisie, confiscation et destruction de l'affiche, du panneau-réclame ou de l'annonce concernée, en la manière prévue par l'article 13.

Si une personne est poursuivie pour son défaut d'avoir acquitté les honoraires exigibles en vertu des dits règlements en sus des peines édictées ci-dessus, elle doit être condamnée à payer le triple des honoraires qu'elle était appelée à payer originairement, et, à défaut de payer le triple des honoraires, les frais et l'amende, elle est passible des emprisonnements mentionnés ci-dessus. S. R. 1941, c. 55, a. 26; 1-2 Eliz. II, c. 17, a. 2.

26. Il est défendu à toute personne faisant le commerce de distribution d'affiches ou d'annonces quelconques sujets

DIVISION IV

CENSORSHIP OF POSTERS

24. The Lieutenant-Governor in Council may establish and organize, under the control and direction of the Board, a system of censorship of posters, signboards or other method of announcing a theatrical, a pictorial, or a moving picture performance; may adopt regulations for such purpose; may prescribe the fees payable for the examination of same by the said Board, and may appoint the necessary staff and provide for their remuneration. R. S. 1941, c. 55, s. 25.

25. Every person other than a distributor contemplated in section 26, who infringes the provisions of the regulations made under section 24 shall be guilty of an offence against this act and liable, for the first offence, to a fine of not less than fifty dollars nor more than one hundred dollars and costs, and for each subsequent offence, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than two hundred dollars and costs; and in each case, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for one to two months; besides, in each case, the seizure, confiscation and destruction of the poster, signboard or advertisement concerned, in the manner contemplated in section 13.

In the event of a person being proceeded against for failure to pay the fees collectable under the said regulations, he shall, in addition to the above penalties, be condemned to pay treble the fees which he was originally called upon to pay, and, in default of paying such triple fees and the costs and fine, he shall be liable to imprisonment as above mentioned. R. S. 1941, c. 55, s. 26; 1-2 Eliz. II, c. 17, s. 2.

26. No person carrying on the business of distributing any posters or advertisements subject to the application

à l'application des règlements adoptés en vertu de l'article 24, de louer, prêter ou transmettre, pour être exhibée dans la province, une telle affiche ou annonce avant qu'elle ait été approuvée par le Bureau.

Peine
pour in-
fraction.

Toute contravention au présent article rend le contrevenant passible des peines édictées par l'article 13, y compris la saisie, la confiscation et la destruction de l'affiche ou de l'annonce concernée, en la manière prévue par le dit article 13. S. R. 1941, c. 55, a. 26a; 1-2 Eliz. II, c. 17, a. 3.

of the regulations made under section 24, shall rent, lend or transmit, to be exhibited in the Province, any such poster or advertisement before it has been approved by the Board.

Every infringement of this section shall render the offender liable to the penalties enacted by section 13, including the seizure, confiscation and destruction of the poster or advertisement concerned in the manner contemplated in the said section 13. R. S. 1941, c. 55, s. 26a; 1-2 Eliz. II, c. 17, s. 3.

Penalty
for
offence.

Société.

27. Dans le cas d'une compagnie, corporation, cercle, club ou autre société, le président, le gérant ou autre principal administrateur de telle association de personnes, est passible de l'emprisonnement ci-dessus déterminé, à défaut de paiement de l'amende et des frais encourus. S. R. 1941, c. 55, a. 27.

27. In the case of a company, corporation, partnership, society, club, or other association of persons, the president, the manager or other chief executive officer thereof shall be subject to the above imprisonment in default of payment of the fine and costs. R. S. 1941, c. 55, s. 27.

Company,
etc.

Poursui-
tes.

28. Les poursuites en vertu de la présente section sont intentées par le Bureau avec l'autorisation du procureur général, et les sommes imposées au contrevenant et payées appartiennent à la couronne. S. R. 1941, c. 55, a. 29.

28. Prosecutions under this Division shall be brought by the Board with the authorization of the Attorney-General, and the amounts imposed upon the offender and recovered shall belong to the Crown. R. S. 1941, c. 55, s. 29.

Prosecu-
tions.

Approba-
tion des
affiches.

29. Depuis le 22 février 1929, toute personne voulant utiliser une affiche au sens des règlements édictés sous l'autorité de l'article 24, servant à annoncer des vues fixes ou animées, n'est tenue de la soumettre qu'à l'approbation du Bureau, nonobstant toute disposition similaire d'un règlement d'une cité, d'une ville ou d'une municipalité rurale. S. R. 1941, c. 55, a. 30.

29. Since the 22nd of February, 1929, every person who wishes to use a poster within the meaning of the regulations made under the authority of section 24, for advertising a pictorial or moving picture performance, shall only be bound to submit same for the approval of the Board, notwithstanding any similar provision of a by-law of any city, town or rural municipality. R. S. 1941, c. 55, s. 30.

Approval
of posters.

SECTION v

DES ANNONCES DE VUES ANIMÉES DANS LES JOURNAUX

Annonces
dans les
journaux.

30. Aucune représentation de vues fixes ou animées ne peut faire l'objet, dans un journal, tel que défini dans la Loi de la Presse (chap. 48), d'une annonce dans laquelle on se sert de vignettes, dessins ou gravures, à moins que ces vignettes, dessins ou gravures ne fassent partie d'une

DIVISION V

MOVING PICTURE ADVERTISEMENTS IN THE NEWSPAPERS

30. No pictorial or moving picture performance shall be the subject of an advertisement in a newspaper, as defined in the Press Act (Chap. 48), in which advertisement a cut, drawing or engraving is used, unless such cut, drawing or engraving be part of a poster or of a film pre-

Approval
of adver-
tisements.

affiche ou d'un film préalablement approuvé par le Bureau ou, si ces vignettes, dessins ou gravures n'en font pas partie, qu'ils aient été approuvés spécialement par le dit Bureau conformément à des règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

viously approved by the Board, or, if such cut, drawing or engraving is not part thereof, unless it has been specially approved by the said Board in accordance with regulations enacted by the Lieutenant-Governor in Council.

Infrac-
tion.

Les dispositions des articles 25, 27 et 28 de la présente loi s'appliquent dans les cas d'infraction au présent article. S. R. 1941, c. 55, a. 31.

The provisions of sections 25, 27 and 28 of this act shall apply in the case of infringement of this section. R. S. 1941, c. 55, s. 31.

Infringe-
ments.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINALES

Paiement
des traite-
ments,
etc.

31. Les traitements et salaires des censeurs, ceux des fonctionnaires et employés visés à l'article 7 et toutes les autres dépenses occasionnées par l'application de la présente loi sont payés à même le fonds consolidé du revenu.

Restric-
tion.

Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter que ces traitements, salaires et dépenses seront payés, suivant les règles et dans la proportion qu'il déterminera, par les compagnies, sociétés et personnes faisant le commerce de vente, de louage, d'échange ou de distribution de films cinématographiques, exploitant des théâtres ou les louant. S. R. 1925, c. 174, a. 5; 3 Geo. VI, c. 79, a. 1; procl. du 7 novembre 1945 (G. O., 1945, p. 2147).

Tarif des
honorai-
res.

32. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, modifier, remplacer et abroger le tarif des honoraires qui peuvent être accordés aux greffiers, huissiers, officiers de la paix, constables, avocats, inspecteurs et officiers du Bureau, dans toute poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi. S. R. 1941, c. 55, a. 32.

Procédu-
res.

33. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées, instruites et jugées conformément aux dispositions de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35). S. R. 1941, c. 55, aa. 5, 5c, 21, 28 et 31 (*partie*); II Geo. VI, c. 29, a. 1.

Exécu-
tion.

34. La mise à exécution de la présente loi et le contrôle des opérations faites en vertu de ses dispositions sont confiés au

DIVISION VI

FINAL PROVISIONS

31. The remuneration and salaries of the censors and of the officers and employees contemplated in section 7 and all the other expenditure occasioned through the carrying out of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Payment
out of
cons.
revenue
fund.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, decree that such remuneration, salaries and expenditure shall be paid, according to such rules and in such proportion as he may determine, by the companies, partnerships and persons carrying on the business of selling, renting, exchanging or distributing moving picture films, operating or leasing theatres. R. S. 1925, c. 174, s. 5; 3 Geo. VI, c. 79, s. 1; Procl. dated November the 7th, 1945 (O. G., 1945, p. 2147).

Appor-
tioning of
expendi-
ture upon
certain
compa-
nies, etc.

32. The Lieutenant-Governor in Council may establish, amend, replace and repeal the tariff of fees which may be granted to the clerks, bailiffs, peace officers, constables, advocates, inspectors and officers of the Board, in any suit or action brought under this act. R. S. 1941, c. 55, s. 32.

Tariff of
fees.

33. Prosecutions in virtue of this act shall be taken, tried and decided in conformity with the provisions of the Summary Convictions Act (Chap. 35). R. S. 1941, c. 55, ss. 5, 5c, 21, 28 and 31 (*part*); II Geo. VI, c. 29, s. 1.

Proce-
dure.

34. The enforcement of this act, and the control of the operations carried on thereunder, shall be under the charge of

Enforce-
ment of
act.

secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 55, a. 33; A. C. No 2374 du 16 décembre 1964 (G. O. 1965, p. 2980). the Provincial Secretary. R. S. 1941, c. 55, s. 33; O. C. No. 2374 dated December the 16th, 1964 (O. G., 1965, p. 2980).